



Un groupe de députés européens demande l'annulation de la réunion du Conseil d'association UE-Israël

Description

Par ECCP, le 23 septembre 2022



Un groupe de 47 députés européens influents a demandé aux États membres de l'UE et au chef de la politique étrangère de l'UE, Joseph Borell, d'annuler la prochaine réunion du Conseil d'association UE-Israël. La première réunion du Conseil d'association UE-Israël depuis 10 ans est maintenant confirmée pour le 6 octobre à Prague.

« Nous avons été consternés de lire l'annonce, le 18 juillet, de l'intention de la Commission européenne de relancer le Conseil d'association UE-Israël. Cette décision a

À la prise au moment où une expulsion massive historique et un transfert forcé de plus de mille Palestiniens ont lieu à Masafer Yatta. En outre, l'approbation du plan de colonisation E1 est imminente, ce que l'UE a déclaré à plusieurs reprises comme étant sa ligne rouge » ajoute la lettre. disent les députés européens

« (?!) Réinitier le Conseil d'association avec l'intention d'engager Israël à traiter ces questions sans un mécanisme clair de responsabilité, est une étape très dangereuse. Un gouvernement qui contrôle et soumet 5 millions de personnes sous occupation, qui arrête et poursuit des enfants devant des tribunaux militaires et qui persécute des défenseurs des droits de l'homme sous le prétexte de la loi antiterroriste, ne peut être un partenaire inconditionnel de l'Union européenne. Tous ces actes sont la marque d'un Etat autoritaire » ajoute la lettre.

« L'UE ne devrait pas récompenser un gouvernement qui poursuit sa politique d'annexion et de persécution en défiant ouvertement le droit international et des centaines de résolutions des Nations unies. Cette dangereuse complicité doit cesser. La décision doit être revocable ou, du moins, des conditions claires et concrètes doivent être fixées avant de reconvoquer le Conseil d'association », demandent les députés.

Un certain nombre de diplomates européens, [dont le Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères](#), ont récemment exprimé leurs préoccupations concernant les développements actuels en Palestine : attaques contre les principales organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme, déplacement de Palestiniens dans diverses parties de la Cisjordanie (comme à Masafer Yatta), élimination de la solution à deux États par la construction de nouvelles colonies illégales, mépris du droit international et des droits de l'homme.

Israël a perquisitionné et fermé les bureaux d'importantes organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme un mois exactement après que les ministres de l'UE ont donné leur feu vert à la tenue de la réunion du Conseil d'association UE-Israël. Il est clair qu'Israël a agi contre ces ONG tout en sachant que le processus de préparation de l'UE pour le Conseil d'association était en cours. La fermeture d'ONG de défense des droits de l'homme, marque de fabrique des régimes autoritaires, est un affront aux principes fondamentaux de l'UE. Tout cela se produit alors qu'un processus d'annexion *de facto* est en cours.

[Lire la lettre en entier ici](#) / [Télécharger](#)

Source : [ECCP](#)

Traduction AV pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. députés
2. députés européens
3. meps
4. parlementaires
5. UE
6. Union Européenne

date créée

2022/09/23